



ENFUMAGES par Eric Werner

Accepter, ne pas accepter

LE 14 JUILLET DERNIER, LA POLICE FRANÇAISE PROCÉDA À UN CERTAIN NOMBRE D'ARRESTATIONS PRÉVENTIVES, ELLES VISAIENT DES SYMPATHISANTS DU MOUVEMENT DES GILETS JAUNES. SANS ÊTRE EXACTEMENT DEVENUES MONNAIE COURANTE, LES ARRESTATIONS PRÉVENTIVES FONT AUJOURD'HUI PARTIE EN FRANCE DES CHOSSES QUI ARRIVENT.

Théoriquement elles sont illégales, mais quand un procureur ordonne à la police d'arrêter quelqu'un qui n'a commis aucun délit, qui plus est le lui ordonne par écrit, la police ne se demande pas si elle a le droit ou non de l'arrêter. Elle l'arrête. Il en va de même quand on lui ordonne d'utiliser des armes dites subléthales, en fait mortifères (LBD, gaz toxiques, etc.), dans des opérations de maintien de l'ordre. Elle les utilise. Mais c'est un autre débat. Ce sur quoi je voudrais ici insister, c'est sur le fait que ces entorses assez manifestes à l'État de droit laissent les gens relativement indifférents. On entend bien ici et là quelques protestations, mais on est loin de l'indignation généra-

lisée. La vie continue. C'est ce que l'avocat Juan Branco a relevé en ce jour du 14 juillet. Il est en effet monté au créneau pour poser la question du «degré d'acceptabilité». En d'autres termes: qu'est-ce que les gens sont aujourd'hui prêts ou non à accepter?

COMME DES MOUTONS

Car, c'est un fait, en même temps que les dirigeants s'autorisent de plus en plus de choses, les assujettis qui les subissent en acceptent également de plus en plus. On voit bien quelle est la stratégie des dirigeants. Ils commencent par tâter un peu le terrain. Car ce sont des gens prudents, ils ne veulent pas prendre de risques inutiles. L'expérience se

révèle ou non concluante. Si elle se révèle concluante, ils poussent leurs pions un peu plus loin encore. Puis à nouveau un peu plus loin. Et ainsi de suite. Cette stratégie s'observe dans tous les domaines: politique, mais aussi social, fiscal, sans oublier ce qui a trait à la numérisation. Tout se passe comme si les dirigeants se disaient à eux-mêmes (ou entre eux): allez, on tente le coup. On verra s'il y a ou non une réaction. S'il y en a une (parions qu'il n'y en aura pas, ils sont si bêtes), il sera toujours possible ensuite de revenir en arrière. Comme prévu, rien ne se passe, et donc, très vite ensuite, ils recommencent. Il n'y a naturellement aucune limite.

Cette stratégie est assez claire. Ce qui l'est moins, en revanche, c'est ce qui se passe dans la tête des assujettis. Revenons-en à notre premier exemple, celui des arrestations préventives en France. Ces arrestations montrent que les autorités françaises se considèrent aujourd'hui de plus en plus comme au-dessus des lois. Plus fondamentalement encore, elles illustrent le fait qu'un nouveau régime est en train de poindre à l'horizon. Ce basculement n'est pas particulier à la France, il s'observe également ailleurs. Mais il est particulièrement marqué en France. Disons que la France a une ou deux longueurs d'avance dans ce domaine. On assiste en fait à la genèse d'une tyrannie de type orwellien, combinant en elle certains éléments associés classiquement à la tyrannie (arbitraire, violences policières, espionnage intérieur, etc.) et

d'autres liés à la postmodernité (les nouvelles technologies de l'information et de la communication).

Et en même temps (c'est là le point) personne ou presque ne s'en émeut. Certains objecteront que les gens n'ont pas réellement conscience de ce qui se passe. C'est possible. Personnellement je pense, comme Juan Branco, que le problème est plutôt un problème d'élévation du seuil de l'acceptabilité. Les gens ne sont pas nécessairement inconscients de ce qui se passe. Mais cela ne les empêche pas de l'accepter. Ils sont même prêts à accepter de plus en plus de choses. Et donc la question qui se pose est de savoir *pourquoi* il en est ainsi. Pourquoi, comme c'est le cas aujourd'hui, acceptent-ils de plus en plus de choses?

Question connexe: Combien de temps encore en sera-t-il ainsi? A un moment donné, les gens ne diront-ils pas: «Stop, ça suffit»? ou encore: «On en a marre»: marre de l'arbitraire, des violences policières, du tout-numérique, etc.?

On peut apporter plusieurs réponses à ces questions. La première est évidemment la peur. Les gens ont aujourd'hui très peur de la police et de la justice. Il serait difficile de les en blâmer. L'une comme l'autre représentent un danger objectif sérieux pour les individus. Et donc font peur. La peur est le principe du despotisme, disait Montesquieu. Outre la peur on pourrait aussi mentionner la résignation, le fatalisme, l'idée selon laquelle il existerait un sens de l'histoire et

qu'il ne servirait donc à rien de se mettre en travers, etc. Nos contemporains croient beaucoup à la nécessité historique. Il faut reconnaître que les médias officiels déploient de grands efforts pour bien installer cette croyance dans la tête des gens. Oui, ce qui se passe est nécessaire et inévitable. Non il n'y a pas d'alternative à ce qui se passe. Etc. Qui contesterait qu'il s'agit là aussi d'un facteur appréciable d'élévation du seuil d'acceptabilité?

LE GOÛT PERDU DE LA LIBERTÉ

Comme l'est par ailleurs le fait que les gens mangent à peu près encore à leur faim. Je dis à peu près, car la crise des Gilets jaunes a justement mis en lumière le fait que nombre de personnes, aujourd'hui en France, étaient sous-alimentées. Elles ne mangent justement *pas* à leur faim. Mais ce sont des cas extrêmes. On rappellera ici que l'élément déclencheur de la Révolution française a été une grande famine. Il n'y a pas à l'heure actuelle en Europe de grande famine. Peut-être y en aura-t-il une demain. Ce n'est pas impossible. Mais pour l'heure non: ce n'est pas le cas.

Mais je voudrais insister ici surtout sur un point. Je viens d'évoquer la Révolution française. Les acteurs de la Révolution française étaient tous pénétrés de culture classique. Ils avaient tous lu Plutarque, *La vie des hommes illustres*. Quand Rousseau écrit le *Contrat social*, il

a bien sûr en tête sa ville natale, Genève, mais aussi la cité antique: Sparte, Athènes, Rome. Les révolutionnaires de 1789 ont voulu ressusciter la cité antique, et à travers elle la «liberté des anciens» (Benjamin Constant). Où veux-je en venir? On ne peut pas dire: je n'accepte pas, si l'on a pour seul souci de manger ou de survivre économiquement. C'est peut-être l'élément déclencheur, mais si la non-acceptation se réduit à cela elle n'ira jamais très loin. On dit que l'homme ne vit pas seulement de pain. Il le peut en fait très bien, la preuve. Mais ce n'est pas une vie digne d'être vécue. C'est cela plutôt qu'il faudrait dire. Le goût de la liberté n'est pas inné, il est le produit d'une certaine éducation. Il s'acquiert à l'école et au travers d'un certain nombre de lectures. Où en est aujourd'hui l'école publique, chacun le voit bien. Quant aux habitudes de lecture de nos contemporains, ce n'est un mystère pour personne qu'elles s'inscrivent à la baisse.

Je rapproche ici deux phénomènes qu'on ne met que rarement en rapport entre eux: la non-acceptation et le fait civilisationnel. Parler d'effondrement civilisationnel serait peut-être exagéré, mais on pourrait en revanche parler de fragilisation. Cette fragilisation explique pour une part l'élévation du seuil d'acceptabilité, seuil en deçà duquel on laisse faire ce qu'autrefois on n'aurait peut-être pas laissé faire, au moins aussi facilement.